

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



PANDORA PYROTECHNIE

Les Mazioux
42440 Saint-Jean-la-Vêtre

Références : [UID4243-EAR-23-134](#)
Code AIOT : 0006109609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement PANDORA PYROTECHNIE implanté Les Mazioux 42440 Saint-Jean-la-Vêtre. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de ce site fait suite à une demande de point de situation de la part du procureur de la république.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANDORA PYROTECHNIE
- Les Mazioux 42440 Saint-Jean-la-Vêtre
- Code AIOT : 0006109609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PANDORA PYROTECHNIE a réalisé et exploité, sans disposer de l'autorisation environnementale correspondante, un dépôt d'artifices de divertissement soumis à autorisation ICPE, qu'elle a installé sur la commune de SAINT JEAN LA VETRE, lieu-dit « les Mazioux ».

Suite à mise en demeure, elle a fait l'objet d'arrêtés préfectoraux portant

sanctions administratives, notamment :

- Arrêté préfectoral 95-DDPP-2018 du 1er mars 2018 prononçant la fermeture et la suppression d'installations et ouvrages, la cessation définitive de travaux opérations et activités et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement,
- Arrêté préfectoral 296-DDPP-2018 du 3 août 2018 ordonnant le paiement d'une astreinte financière jusqu'au démantèlement de toutes les installations et stockages, et restauration des parcelles occupées à leur état initial.

Des arrêtés préfectoraux ordonnant la liquidation partielle d'astreinte se sont succédé:

- Arrêté préfectoral n°454/DDPP/2019 du 14 novembre 2019 couvrant la période du 16 mars 2019 inclus au 7 octobre 2019 inclus,
- Arrêté préfectoral n°141-DDPP-2020 du 6 avril 2020 ordonnant la liquidation partielle d'une astreinte financière couvrant la période du 8 octobre 2019 inclus au 13 février 2020 inclus,
- Arrêté préfectoral n°321-DDPP-2021 du 30 juin 2021 ordonnant la liquidation partielle d'une astreinte financière couvrant la période du 14 février 2020 au 19 mai 2021 inclus,

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1 er mars 2018

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de délai supplémentaire avant liquidation partielle d'astreinte

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	remise en état	AP de Mise en Demeure du 01/03/2018, article 2	/	Mise en demeure respect de prescription, proposition de délai supplémentaire	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	évacuation 12 soutes de stockage	AP de Mise en Demeure du 01/03/2018, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'évacuation des soutes est effective, la remise en état n'est pas totalement achevée, l'exploitant s'est toutefois engagé à restaurer les terrains à leur état initial de façon rapide.

L'exploitant ne s'est donc conformé que de façon partielle à l'arrêté de mise en demeure du 1er mars 2018.

Le contexte économique reste compliqué au niveau de l'activité pyrotechnique (COVID 2020-2021 et annulation de nombreux tirs à cause de la sécheresse 2022). Au regard des travaux déjà réalisés et de l'engagement de remise en état du site pris par l'exploitant, il est proposé d'accorder un délai supplémentaire à l'exploitant de 6 mois et donc de ne pas proposer la liquidation partielle d'astreinte jusqu'à échéance de ce délai. Dans le cas où les travaux de remise en état ne seraient pas réalisés à l'issue du délai, la liquidation partielle d'astreinte sera alors proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : évacuation 12 soutes de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/03/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, pyrotechnie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En application des articles L. 171-7 et L. 171-8 II 4°, il est ordonné à la société PANDORA PYROTECHNIE, dont le siège social est sis à SAINT-JEAN-LA-VETRE, lieu-dit « Les Mazieux », la fermeture et la suppression des installations et ouvrages de stockage d'artifices pyrotechniques, la cessation définitive des travaux, opérations et activités de stockage, fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique, et/ou travail mécanique sur des produits explosifs, réalisés et/ou exercés illégalement au nouveau siège social de la société et dans les terrains environnants.
Constats : Par photographies transmises le 28 juin 2022, l'exploitant avait informé la DREAL de l'enlèvement des 12 soutes initialement présentes sur ses terrains. le 14 mars 2023, il a été constaté de visu l'absence de soute sur le terrain propriété de monsieur QUEFFELEC. Monsieur QUEFFELEC nous a également permis de contrôler les dépendances de la maison d'habitation. Aucune présence d'explosifs n'a été constatée. Monsieur QUEFFELEC assure la mise en liaison de ces feux d'artifice en Allemagne, où ils restent stockés jusqu'au moment du tir. Monsieur QUEFFELEC fournira à l'inspection des installations classées tout justificatif en sa possession pour justifier ce fait (contrat d'occupation, par exemple) sous un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/03/2018, article 2
Thème(s) : Illégaux, pyrotechnie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En application de l'article L. 171-7, alinéa 4, il est ordonné la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.
Constats : Les soutes ont été évacuées. Quelques chemins d'accès aux soutes, restent partiellement visibles, ainsi que certains lits de sable sur lesquels étaient disposées lesdites soutes. L'exploitant s'est engagé à remettre la terre végétale en place de façon rapide. Les preuves de la réalisation seront fournies à l'inspection (preuve de la location de la pelle, photo des travaux réalisés) au plus tard sous 6 mois.
Non conformité: Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1er mars 2018 ne sont pas complètement respectées. La remise en état du site n'est pas complète. L'exploitant s'est engagé de manière ferme à la réalisation des travaux restant sous six mois. Devant le contexte économique compliqué, face aux travaux déjà réalisés, et devant l'engagement pris par l'industriel, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Loire de ne pas engager les suites prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'accorder à la société PANDORA PYROTECHNIE un délai de six mois supplémentaires pour effectuer la remise en état du site. À l'issue de ce délai, si les travaux n'ont pas été réalisés, la liquidation partielle d'astreinte sera proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Proposition de délais supplémentaires à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 6 mois